



ETATS GENERAUX DE LA PEDOPSYCHIATRIE EN SEINE-SAINT-DENIS

Mardi 6 décembre 2005 à Bobigny

Coups de gueule

« Une souffrance dite n'a plus besoin de se gueuler »

« Juste quelques mots pour exprimer ma colère : Je pense aux cris, aux pleurs de tous mes petits patients. Je pense à ces jeunes mères en détresse avec leur bébé... Toute cette détresse humaine, cette souffrance psychique quand elle peut se dire, n'a plus besoin de se gueuler... Et la violence et les passages à l'acte ne sont plus nécessaires.

En tant que pédopsychiatre, je saisis l'occasion des Etats généraux de ce 6 décembre, pour redire ce qui se sait déjà : les enfants sont notre avenir. Notre devoir est d'en prendre soin. Soignons-les ! »

Hervé Bentata, Pédopsychiatre à l'Hôpital Delafontaine de Saint-Denis

« Six mois pour obtenir une consultation dans un CMP ! »

« Ce qui me paraît le plus important et le plus urgent aujourd'hui, c'est d'apporter de l'oxygène aux CMP qui sont complètement saturés et pourtant si utiles dans les quartiers. Dans les 8 CMP de mon secteur, les familles doivent souvent attendre plus de six mois pour obtenir une consultation. C'est lamentable car pendant tout ce temps, le risque est grand de voir la pathologie de l'enfant s'enkyster. Nous ne sommes pas suffisamment nombreux. Les équipes des CMP sont constituées d'environ deux équivalents temps plein + la secrétaire. Nous n'avons plus d'orthophoniste et rares sont les psychomotriciennes. On fait avec les moyens du bord. L'autre urgence concerne la prise en charge des petits autistes et psychotiques. Nous accueillons entre 75 et 80 enfants pour... vingt places en hôpital de jour ! Nous sommes obligés, devant l'importance des besoins, de réaliser un accueil séquentiel des enfants. Il faudrait le double de places, ce qui permettrait d'en consacrer une partie à l'accueil à temps plein pour les enfants qui nécessitent un suivi plus soutenu ».

Sylvain Berdah, Chef de service à l'hôpital Robert Ballanger d'Aulnay-Sous-Bois

« 150 enfants autistes n'ont aucune prise en charge »

« Tous mes collaborateurs ne cessent de me demander de réclamer des moyens aux tutelles. Il est en effet vital de renforcer les équipes dans les structures existantes car avec l'application des 35 heures, nous avons perdu près de 7% de nos effectifs. Mais il faut aussi créer de nouveaux lieux d'accueil. En Seine-Saint-Denis, près de 150 enfants autistes n'ont aucune prise en charge. Créer 100 places d'hôpital de jour équivaut à une augmentation du budget de plus de 30%. Or, celle-ci n'atteint pas les 3%. Autre constat désastreux : l'état d'urgence concernant les prises en charges extra-hospitalières des enfants qui souffrent de troubles comportementaux, névrotiques etc. Nous avons 7 CMP dans le secteur et 4 Centres d'activité à temps partiel (CATTP). Nous suivons 4.000 gamins ce qui génèrent 40.000 consultations annuelles. A un rythme de dix consultations par an, on peut dire qu'on dilue les soins. Quant aux délais d'attente pour un premier rendez-vous dans les CMP (4 mois), il crée de l'exclusion ».

Jean-Clair Bouley, Chef de service à l'EPS de Ville-Evrard (Intersecteur 05)

« Je me refuse à faire de l'abattage ! »

« En 1981, nous n'étions que trois psychiatres libéraux en Seine-Saint-Denis. Dix ans plus tard, nous étions près de 95. A ce jour, nous ne sommes plus qu'une petite soixantaine. Le blocage des honoraires en médecine a des conséquences dramatiques pour les psychiatres. Du coup, beaucoup sont partis dans le milieu hospitalier. Le gros problème qui constitue la crise de la psychiatrie libérale c'est qu'on en vit pas. Et encore moins de la pédopsychiatrie dont la spécificité n'est toujours pas reconnue alors que la prise en charge d'un enfant exige beaucoup plus de temps puisqu'il nécessite un travail avec les parents. Sur 40 € de consultation, la moitié s'envole dans les charges et les impôts. Pour pouvoir tenir la route, il faudrait faire de l'abattage. C'est scandaleux et je m'y refuse. Reste un délai d'attente de trois à quatre mois pour obtenir un premier rendez-vous. D'ici cinq ans, un autre problème va se poser : 30 à 40% des psychiatres vont partir en retraite. Et chez les jeunes, il n'y a pas franchement un engouement pour s'installer en libéral. Le secteur de la psychiatrie est vraiment le parent pauvre de la médecine. En effectifs mais aussi en structures. Sur le département, il est quasiment jamais possible de faire hospitaliser un enfant ou un adolescent. Quant aux établissements spécialisés, ceux qui existent aujourd'hui, ne sont plus adaptés ».

Annick Feugère-Engel, Psychiatre libérale à Pavillon-sous-Bois

« La qualité des soins en péril »

« Le CMPP de Montreuil a une équipe de 25 personnes dont beaucoup de temps partiels. Il nous faudrait au moins 10% d'effectifs en plus car nous sommes confrontés à un manque crucial de moyens par rapport à la demande actuelle. Comme on ne veut pas faire attendre les familles six mois, on est amené à espacer le rythme de consultations : Je vois les enfants une fois par mois au lieu d'une fois par semaine. Et l'on est obligé de faire un tri par rapport à ce qui nous paraît le plus urgent. Aujourd'hui, nous sommes arrivés à un point limite car cela met en péril la qualité des soins. Nous sommes très sollicités par le milieu scolaire non seulement pour traiter les enfants et adolescents mais aussi par les enseignants comme un lieu tiers 'écoute leur permettant de parler des difficultés qu'ils rencontrent. Nous sommes également sollicités par les partenaires sociaux ou les services municipaux tels que les centres de loisirs... Mais même si l'on est d'accord pour faire ce travail de proximité dans la cité, on ne peut y répondre qu'en fonction de nos possibilités ».

Tristan Garcia-Fons, Médecin directeur du CMPP de Montreuil,
Président des CMPP de Seine-Saint-Denis

« Nous n'avons plus de temps pour la prévention »

« Ce qui me choque le plus aujourd'hui, c'est de constater l'extrême difficulté à obtenir l'hospitalisation des adolescents qui vont mal. Je vois tous les jours des jeunes qui prennent des risques importants et sont en danger. Faute de places, je demande de l'aide à mes collègues à l'extérieur du département. Mais nos ados font peur, ils sont stigmatisés, alors on nous les refuse. Il suffit de passer une journée dans mon service pour voir qu'on est bien loin des grands discours universalistes sur l'égalité. Mon expérience me fait dire qu'il y a vraiment en Seine-Saint-Denis, une injustice dans l'accès aux soins des enfants et des adolescents. Aujourd'hui, nous n'avons plus de temps pour faire de la prévention. Une notion qui nécessite plus que jamais un travail avec les familles et tous les professionnels de l'école et d'ailleurs. Et quand nous arrivons à créer de nouvelles structures comme la Maison des Adolescents, les moyens qu'on nous donne sont dix fois moindres qu'ailleurs. C'est intolérable. La réalité du terrain m'oblige à me transformer en militante. Mais il est grand temps de sortir de la résignation ! »

Marie Rose Moro, Professeur de Pédopsychiatrie à l'hôpital Avicenne de Bobigny

« Veiller à ne pas briser le lien »

« Je suis quelqu'un d'un peu à part. Je travaille, en tant que psychiatre, à la maternité. Je suis les grossesses qui ne se passent pas bien : deuil, handicap, grossesse à risque, futures mamans déprimées... Après l'accouchement, je m'occupe aussi des femmes en grande détresse qui ont besoin d'une aide. Mais comment poursuivre la prise en charge lorsqu'elles rentrent chez elles ? Il n'y a pas de structures publiques de relais après la maternité. Mon rôle est de faire ce lien autant que possible. Ce qui est certain, c'est que l'écoute exige du temps. Par exemple, hier, j'ai hospitalisé une femme enceinte de cinq mois, SDF, qui avait fait une tentative de suicide. Je l'ai mise en maternité mais ce n'était pas vraiment sa place car il n'y avait pas d'indication obstétricale. Je n'ai pas de solution à ces problèmes si ce n'est de donner du temps et une écoute. Je me sens en permanence dans une certaine impuissance. Mais il y a le lien qu'on tisse et qu'il faut veiller à ne pas briser ».

Dominique Neuman, Psychiatre à l'Hôpital Jean Verdier de Bondy

« Je revendique du sens et du temps »

« Ce qui m'irrite profondément, c'est la façon dont on apporte des solutions trop simples à des problèmes très complexes. Le concept de la « Maison des adolescents » qui a la faveur des tutelles est souvent une vitrine qui dédouane les pouvoirs publics. Les jeunes vont peut-être y venir une fois, et après ? On vit à l'heure de la culture zapping, du superficiel. Moi, je revendique du sens et du temps ! Si l'on veut vraiment aider les ados en souffrance, il faut un suivi sur la durée. Cela exige de l'énergie, du lien entre professionnels et les familles... Et bien sûr des moyens. A l'Unité Ado 93, la durée moyenne du séjour est de cinq semaines. On sait que lorsqu'on prend le temps de l'analyse, on arrive à faire chuter les récurrences de tentatives de suicide de 30%. Seulement, nous n'avons que dix lits d'hospitalisation pour adolescents en Seine-saint-Denis dont la population d'enfants est égale à celle de Paris. Alors, sur 96 demandes d'hospitalisation entre le 1^{er} novembre 2004 et le 20 septembre 2005, dans ma seule unité qui ne compte que 4 lits, seulement 42 ont été honorées, soit 43% des demandes. Nos tutelles devraient en prendre acte dans le traitement de la situation actuelle ».

Roger Teboul, Médecin responsable de l'Unité Ado 93,
Pédopsychiatre au CMP de Montreuil

« L'urgence de créer des structures spécifiques pour les adolescents »

« Quand un jeune va mal, il le dit avec ses mots et son corps, au risque de mourir via des actes qui sont autant d'appels au secours. Cela implique des types de réponses particulières, que ce soit pour les consultations, les hospitalisations à temps partiel ou les hospitalisations à temps plein. Des dispositifs dans lesquels une place primordiale doit être faite aux parents.

Voilà pourquoi je milite pour des lieux d'accueil et de soins spécifiques. Le centre Ado Neuilly existe depuis plus de 15 ans et fonctionne avec à peine 8 personnes. En 2004, on a reçu 223 adolescents et effectué 3000 actes. Pour la même période, nous avons hospitalisé 19 jeunes dont 14 en psychiatrie générale, faute de lits adolescents disponibles dans le département. Aujourd'hui, nous travaillons à flux tendu : pas de temps pour la prévention, pour le travail d'interface avec les équipes, des consultations diluées, des demandes non satisfaites.

Or, la crise que connaît notre société aggrave le mal être des jeunes.

Je dénonce la pénurie évidente de lieux adaptés à l'écoute d'adolescents en souffrance, de parents en difficulté et d'équipes démunies ».

Rita Thomas, Pédopsychiatre responsable du CMP Ado de Neuilly-Sur-Marne

« Onze places pour 1.300.000 habitants »

« Un des grands problèmes de mon secteur, qui a en charge l'unique service d'hospitalisation d'enfant du département, c'est le nombre ridicule de places d'hospitalisation à temps plein pour les enfants de 3 à 12 ans : onze places pour 1.300.000 habitants ! Les délais d'attente sont d'environ deux mois. Et quand il y a urgence, on ne peut pas toujours y répondre. Une réalité inimaginable en chirurgie par exemple. De plus, les indications pour la sortie que nous posons lors de l'hospitalisation se heurtent au manque de place. Lorsqu'une hospitalisation débouche sur une indication d'internat elle est difficile à mettre en œuvre : il n'y a quasiment pas de structures d'internat éducatif et thérapeutique en Ile-de-France. Jusqu'ici, on envoyait les enfants de la région parisienne en province. Aujourd'hui, les autres départements se recentrent sur leurs propres besoins. Lorsqu'il s'agit d'une sortie vers un hôpital de jour ce n'est pas plus facile : En Seine-Saint-Denis, nous avons aussi une pénurie de places d'hôpital de jour : 120 places pour l'ensemble du département dont 20 pour mon secteur qui compte plus de 300 000 habitants. Chaque année, sur la vingtaine de cas lourds qu'on adresse à l'hôpital de jour de mon secteur, je ne peux en accueillir que trois. Or, les soins sont d'autant plus efficaces qu'ils commencent tôt. Ce qui me gêne le plus c'est de savoir qu'il y a des soins possibles et qu'on en prive des enfants, faute de moyens ».

Bertrand Welniarz, Chef de service à l'EPS de Ville-Evrard